Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L'Amérique du Sud, une fois de plus, mène la lutte contre le néolibéralisme

L'âge de la colère explosant dans des geysers en série

Par Pepe Escobar
Mondialisation.ca, 31 octobre 2019

Région : Amérique latine & Caraïbe
Analyses: Élections Amérique latine

L'élection présidentielle en Argentine a opposé le peuple au néolibéralisme et le peuple a gagné. Ce qui se passera ensuite aura un impact énorme dans toute l'Amérique Latine et servira de modèle pour les diverses luttes du Sud Global.

L'élection présidentielle en Argentine change la donne et n'est rien de moins qu'une leçon graphique pour tout le Sud Global. Pour résumer, elle a opposé le peuple au néolibéralisme. Le peuple a gagné – avec le nouveau président Alberto Fernandez et l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner (CFK) comme vice-présidente.

Le néolibéralisme était représenté par Mauricio Macri : un produit marketing, ancien millionnaire playboy, président du club de football légendaire de Boca Juniors, fanatique des superstitions du New Age, et PDG obsédé par la réduction des dépenses, unanimement présenté par les médias occidentaux comme le nouveau paradigme d'un homme politique postmoderne et efficace.

Eh bien, le paradigme sera bientôt évacué, laissant derrière lui une terre en friche : 250 milliards de dollars de dette extérieure, moins de 50 milliards de dollars de réserves, une inflation de 55 %, un dollar US à plus de 60 pesos (une famille a besoin d'environ 500 dollars pour un mois de dépenses ; 35,4 % des foyers argentins ne les ont pas) et, aussi incroyable que cela puisse paraître dans un pays autosuffisant, une urgence alimentaire.

Macri, en fait le président de ce qu'on appelle l'Anti-Politique, Pas de Politique en Argentine, était un bébé du FMI, bénéficiant d'un « soutien » total (et d'un énorme prêt de 58 milliards de dollars). Les nouvelles lignes de crédit, pour le moment, sont suspendues. Fernandez va avoir beaucoup de mal à essayer de préserver sa souveraineté tout en négociant avec des créanciers étrangers, ou « vautours », comme les appellent les Argentins. Il va y avoir des vociférations à Wall Street et dans la City de Londres sur le « populisme ardent », la « panique des marchés », les « parias parmi les investisseurs internationaux ». Fernandez refuse de recourir à un défaut souverain qui ajouterait encore plus de douleur insupportable pour le peuple.

La bonne nouvelle, c'est que l'Argentine est maintenant le laboratoire progressiste ultime sur la façon de reconstruire une nation dévastée loin du cadre familier et prédominant : un État englué dans la dette, des élites rapaces et ignorantes, et des « efforts » pour équilibrer le budget toujours au détriment des intérêts des gens.

Ce qui se passera ensuite aura un impact énorme dans toute l'Amérique Latine, sans parler

de servir de plan directeur pour les diverses luttes du Sud Global. Et puis il y a la question particulièrement explosive de l'influence que cela aura sur le Brésil voisin, qui, en l'état actuel des choses, est dévasté par un « capitaine » Bolsonaro encore plus toxique que Macri.



Montez dans cette Clio

Il a fallu moins de quatre ans à la barbarie néolibérale, mise en œuvre par Macri, pour pratiquement détruire l'Argentine. Pour la première fois de son histoire, l'Argentine connaît une famine de masse.

Dans ces élections, le rôle de l'ancienne présidente charismatique CFK a été essentiel. CFK a empêché la fragmentation du Péronisme et de tout l'arc progressiste, insistant toujours sur l'importance de l'unité dans la campagne.

Mais le phénomène le plus attrayant est l'émergence d'une superstar politique : Axel Kicillof, né en 1971 et ancien ministre de l'économie de CFK. Quand j'étais à Buenos Aires il y a deux mois, tout le monde parlait de Kicillof.

La province de Buenos Aires rassemble 40% de l'électorat argentin. Fernandez a battu Macri d'environ 8 % à l'échelle nationale. Dans la province de Buenos Aires cependant, les Macristes ont perdu par 16% d'écart – à cause de Kicillof.

La stratégie de campagne de Kicillof a été délicieusement décrite comme « Clio mata big data » (« La Clio tue le big data »), ce qui sonne bien quand elle est livrée avec un accent porteño. Il a parcouru littéralement tout le pays – 180 000 km en deux ans, visitant les 135 villes de la province – dans une humble Renault Clio 2008, accompagné seulement par son chef de campagne Carlos Bianco (le propriétaire de la Clio) et son attaché de presse Jesica Rey. Il a été dûment diabolisé 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par l'ensemble de l'appareil médiatique traditionnel.

Ce que Kicillof vendait, c'était l'antithèse absolue de Cambridge Analytica et Duran Barba – le gourou équatorien, junkie du big data, des réseaux sociaux et des groupes de discussion, qui a inventé Macri le politicien en premier lieu.

Kicillof a joué le rôle d'éducateur – traduisant le langage macroéconomique en prix au supermarché, et les décisions de la Banque centrale en solde de carte de crédit, le tout au profit de l'élaboration d'un programme gouvernemental viable. Il sera le gouverneur du noyau économique et financier de l'Argentine.

Fernandez, pour sa part, vise encore plus haut : un pacte social ambitieux, nouveau, national et social – syndicats, mouvements sociaux, hommes d'affaires, Église, associations populaires, visant à mettre en œuvre un programme proche du programme Faim Zéro lancé par Lula en 2003.

Dans son discours de victoire historique, Fernandez a crié : « Lula libre ! » La foule est devenue folle. Fernandez a dit qu'il se battrait avec tous ses pouvoirs pour la liberté de Lula ; il considère l'ancien président brésilien, affectueusement, comme un héros pop latino-américain. Lula et Evo Morales sont extrêmement populaires en Argentine.

Inévitablement, dans le Brésil voisin, premier partenaire commercial et membre du Mercosur, le néofasciste à deux balles se faisant passer pour le président, qui ignore les règles de la diplomatie, sans parler des bonnes manières, a déclaré qu'il n'enverrait aucun compliment à Fernandez. Il en va de même pour le ministère brésilien des Affaires étrangères, jadis une institution fière, mondialement respectée, aujourd'hui détruite de l'intérieur « dirigée » par un imbécile irrécupérable.

L'ancien ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim, un grand ami de Fernandez, craint que « *des forces occultes ne le sabotent*« . Amorim suggère un dialogue sérieux avec les Forces Armées, et un accent sur le développement d'un « nationalisme sain ». Comparons-le au Brésil, qui a régressé au statut de dictature militaire semi-déguisée, avec la possibilité inquiétante qu'un Patriot Act tropical soit approuvé au Congrès pour permettre essentiellement aux militaires « nationalistes » de criminaliser toute dissidence.

Empruntez la voie d'Ho Chi Minh

Au-delà de l'Argentine, l'Amérique du Sud combat la barbarie néolibérale dans son axe crucial, le Chili, tout en détruisant la possibilité d'une prise de pouvoir néolibérale irréversible en Équateur. Le Chili a été le modèle adopté par Macri, ainsi que par le ministre des Finances de Bolsonaro, Paulo Guedes, un Chicago boy fan de Pinochet. Dans un cas flagrant de régression historique, la destruction du Brésil est exploitée par un modèle aujourd'hui dénoncé au Chili comme un échec lamentable.

Pas de surprise, si l'on considère que le Brésil est le centre de l'inégalité. L'économiste irlandais Marc Morgan, disciple de Thomas Piketty, a montré dans un article de recherche publié en 2018 que le 1% Brésilien contrôle pas moins de 28 % de la richesse nationale, contre 20 % aux États-Unis et 11 % en France.

Ce qui nous amène inévitablement à l'avenir immédiat de Lula – toujours suspendu, et otage d'une Cour Suprême suprêmement déficiente. Même les hommes d'affaires conservateurs admettent que le seul remède possible à la reprise politique du Brésil – sans parler de la reconstruction d'un modèle économique centré sur la répartition des richesses –

est représenté par « Lula Libre ».

Lorsque cela se produira, nous aurons enfin le Brésil et l'Argentine à la tête d'un vecteur clé du Sud Global vers un monde post-néolibéral et multipolaire.

Partout en Occident, les suspects habituels ont tenté d'imposer le récit que les manifestations de Barcelone à Santiago ont été inspirées par Hong Kong. C'est n'importe quoi. Hong Kong est une situation complexe, très spécifique, que j'ai analysée, par exemple ici, mélangeant la colère contre la non-représentation politique avec une image fantomatique de la Chine.

Chacune des crises – Catalogne, Liban, Irak, Gilets Jaunes depuis près d'un an maintenant – est due à des raisons bien précises. Les Libanais et les Irakiens ne ciblent pas spécifiquement le néolibéralisme, mais ils visent un sous-ensemble crucial : la corruption politique.

Les manifestations sont de retour en Irak, y compris dans les zones à majorité chiite. La constitution irakienne de 2005 est similaire à celle du Liban, adoptée en 1943 : le pouvoir est réparti selon la religion et non selon la politique. C'est un truc de colonisateur français – pour garder le Liban toujours dépendant, et reproduit par les Exceptionnalistes en Irak. Indirectement, les protestations sont aussi contre cette dépendance.

Les Gilets Jaunes visent essentiellement la volonté du président Emmanuel Macron de mettre en œuvre le néolibéralisme en France – d'où la diabolisation du mouvement par les médias hégémoniques. Mais c'est en Amérique du Sud que les protestations vont droit au but : c'est l'économie, imbécile. On est étranglé et on ne le supportera plus. Une grande leçon peut être tirée en prêtant attention au vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera.

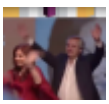
Bien que Slavoj Zizek et Chantal Mouffe puissent rêver de populisme de gauche, il n'y a aucun signe de colère progressive s'organisant à travers l'Europe, à part les Gilets Jaunes. Le Portugal est peut-être un cas très intéressant à suivre, mais pas nécessairement progressiste.

Faire une digression sur le « populisme » est absurde. Ce qui se passe, c'est que l'âge de la colère explose dans des geysers en série qui ne peuvent tout simplement pas être contenus par les mêmes formes anciennes, fatiguées et corrompues de représentation politique permises par cette fiction, la démocratie libérale occidentale.

Zizek a parlé d'une tâche « léniniste » difficile – comment organiser toutes ces éruptions en un « mouvement coordonné à grande échelle ». Ça n'arrivera pas de sitôt. Mais, en fin de compte, ça finira par arriver. Dans l'état actuel des choses, faites attention à Linera, faites attention à Kiciloff, qu'un ensemble de stratégies insidieuses, rhizomatiques et souterraines s'entremêlent. Longue vie à la voie post-néolibérale d'Ho Chi Minh.

Pepe Escobar

Image en vedette : Les partisans d'Alberto Fernandez célébrant sa victoire présidentielle en Argentine. (Capture d'écran de Youtube).

Article original en anglais : 

South America, Again, Leads Fight Against Neoliberalism

Cet article a été publié en anglais initialement par Consortiumnews, le 29 octobre 2019.

Traduction par Réseau International

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Pepe Escobar, Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : Pepe Escobar

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca